L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT, ET DU GOUVERNEMENT-GENERAL.

PAR FULLUM, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $10
Le même pour trois mois..... $3
Le même pour trois semaines, $1 — Payable d'avance

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 29 SEPTEMBRE 1841.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON

POUR REPRESENTANT A LA LEGISLATURE,

RANDELL HUNT.

ADRESSE DES MEMBRES WHIGS DU CONGRES A LEURS CONCITOYENS.

Cette adresse a été adoptée à la suite de deux réunions fort nombreuses qui ont eu lieu à Washington, l'une le 11 courant, l'autre le 13. Elle a été rédigée par un comité, composé de MM. Berrien de la Georgie, Talladge de New-York et Smith de Indiana, sénateurs, Everett du Vermont, Mason de l'Ohio, Kennedy du Maryland, John C. Clarke de New-York et Rayner de la Caroline du Nord, membres de la Chambre des Représentants. Elle abonde en très justes impressions de la position actuelle des affaires avec remarquable intelligence, et elle contient cependant si peu de nouveau sur la question, qu'elle n'a pas besoin ni de discussion. Après avoir sommairement rappelé la longue lutte soutenue par le parti whig, le but que se proposaient ses amis et les moyens qu'ils avaient mis en usage pour atteindre ce but, elle exprime un regret et même un blâme de la conduite du président de Harrison, elle arrive à la session extraordinaire, présente un rapide exposé des mesures qui y ont été adoptées et touche enfin à la question capitale.

C'est avec un profond et poignant regret disent nos représentans, que nous nous trouvons forcés d'appeler votre attention sur ce sujet. Nos efforts pour répondre aux vœux de la nation, ont subi un contre un accès aussi inattendu que déplorable. L'exercice d'un pouvoir accordé par la Constitution, d'un pouvoir qui a toujours été vu par le peuple avec de justes, quelquefois avec haine, d'un pouvoir que nous espérions ne jamais voir employé par un président whig sur une pareille occasion, l'exercice de ce pouvoir, disons-nous, a deux fois anéanti les tentatives que nous avions faites pour créer un Agent Fiscal, dont la nécessité n'est lui-même qu'un résultat de l'impuissance évidente d'un système de finances établi sur le papier. Deux fois nos espérances, avec toute la diligence et la zèle dont nous étions capables, pour un pays pour la confection, la promulgation et le développement de ces mesures jugées par le moyen d'une élection générale, ont été, en effet, deux fois mises à néant avec un contre-poids qui n'avait pas été prévu. Quelque soit la cause de cet effet, et dont nous n'avons à nous occuper ici, il est certain que le pouvoir d'opposition du Président qui n'a pas été prévu, a prévalu contre les vœux du peuple. Le caractère de ce veto divise les deux côtés de la question sur lesquelles il a été donné, de manière à ne laisser aucun espoir pour le succès d'une mesure quelconque. Le Président est responsable pour le contenu de ses messages, et pour l'effet de ses actes officiels sur le Congrès, sur le pays et sur la postérité. Nous ne nous sommes pas trouvés d'accord avec lui dans ses vues sur la constitution, et nous ne pouvons pas nous dissimuler que ses actes ont été dictés par des motifs qui ne sont pas ceux qui nous ont guidés dans notre opposition à ses mesures. Dans ces circonstances, nous nous croyons obligés de déclarer que nous ne pouvons pas nous regarder comme responsables de ses actes, et que nous ne pouvons pas nous considérer comme liés par aucune mesure qu'il a pu proposer ou approuver. Nous nous croyons également